

LE MONDE DIPLOMATIQUE

N° 619 – Octobre 2005

POUR UNE DEMOCRATIE AUTOCHTONE

Crise et réforme du monde arabe

ALORS QUE LE PEUPLE IRAKIEN VOTE LE 15 OCTOBRE SUR UN PROJET DE CONSTITUTION TRÈS CONTESTÉ, LE DÉBAT SE POURSUIT DANS LE MONDE ARABE SUR LES VOIES À EMPRUNTER POUR SORTIR LA RÉGION DE LA CRISE, DE LA MISÈRE ET DE L'AUTORITARISME. SI UN LARGE CONSENSUS EXISTE POUR S'OPPOSER AUX REFORMES IMPOSEES PAR L'ETRANGER, DE PLUS EN PLUS DE VOIX APPELLENT A SORTIR DU STATU QUO ET A AVANCER SUR LE CHEMIN DE LA DEMOCRATIE ;

PAR HICHAM BEN ABDALLAH EL
ALAOUI*

L'INVASION ET L'OCCUPATION de l'Irak ont mis en branle des tendances géopolitiques puissantes et imprévisibles au Proche-Orient et au-delà. L'une d'elles est la dynamique de démocratisation et de réforme engagée dans le monde arabe, dont l'administration américaine s'attribue le mérite. Cette revendication tardive s'appuie sur les élections irakiennes et sur les récents événements au Liban. La réalité paraît plus complexe : contradictoire dans ses effets, la politique américaine constitue l'une des trois voies potentielles de réforme, à côté de celles que l'on peut qualifier d'« islamiste » et d'« autochtone progressiste ».

Les fondements théoriques du projet américain sont connus. La guerre en Irak découle du long travail intellectuel et politique du petit groupe des néoconservateurs, à commencer par Norman Podhoretz, Richard Perle, David Frum, Bernard Lewis, Fouad Ajami - plus le favori du président George W. Bush, l'ancien dissident soviétique et homme politique israélien de droite Nathan Sharansky. Tous partagent la même vision d'un monde arabe plongé dans une décadence persistante, engendrée par les défauts culturels, psychologiques et religieux des sociétés arabes (ou islamiques). Cette « génétique » expliquerait le déferlement d'une violence terroriste de plus en plus virulente et ferait obstacle à une démocratisation conçue comme seul remède à tous ces maux.

Face à ce terrorisme qui peut, à tout moment, recourir aux armes de destruction massive - chimiques, bactériologiques, voire nucléaires -, l'Amérique, selon les « néocons », ne peut attendre que les Etats se réforment eux-mêmes :

elle doit agir pour modifier le cours de l'histoire dans le monde arabo-islamique, en liquider les tares et le contraindre à se démocratiser. Seuls les Etats-Unis peuvent s'en charger, en recourant si nécessaire à la force.

Avec sa cohérence, ce wilsonisme (1) de droite a de quoi séduire. L'invocation abstraite de la « démocratie » sert de justification ultime aux actions de l'Amérique, un peu à la manière du « socialisme », naguère, pour l'Union soviétique. L'importance de la guerre d'Irak tient non seulement aux bienfaits qu'elle est censée apporter à ce pays, mais aussi à l'étape qu'elle représenterait dans la création d'un nouveau cadre géopolitique - un système global de sécurité et de réforme, administré depuis Washington, prétendument au bénéfice de tous, y compris d'un monde arabe souffrant.

Bref, cette guerre représente, dans la vision des « néocons », le passage d'abstractions - comme le « mal » et la « démocratie » - à un projet concret de conquête, d'occupation et de transformation. Mais elle en révèle aussi les conséquences. Les idéologues de Washington avaient promis une transition rapide vers un Etat irakien indépendant, stable, unifié, laïque - un modèle de démocratisation pour le Proche-Orient. Au lieu de quoi l'intervention a débouché sur une tragédie, qui a coûté la vie à des milliers de soldats et à des dizaines de milliers de civils, détruit des villes entières et réouvert des salles de torture, sans parvenir pour autant à garantir la sécurité des citoyens ni leur approvisionnement en eau, électricité ou gaz : une société en ruine, au bord de la guerre civile, devenue, selon les services de renseignement, une énorme fabrique de terrorisme.

* Fondateur de l'Institut d'études contemporaines sur l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et l'Asie centrale à l'université de Princeton (Etats-Unis). Ancien conseiller du représentant spécial des Nations unies au Kosovo, chargé des droits de l'homme et des communautés. Par ailleurs, l'auteur est cousin du roi du Maroc, Mohammed VI.

Comme au Vietnam en 1967

UN CRIME QU'AUCUN SCÉNARIO de réforme régionale ne peut justifier ni réparer, tel est le diagnostic des observateurs les plus perspicaces. « *Nous avons réussi les élections* », rétorquent en substance les néoconservateurs, dont un théoricien vante l'« *irrésistible participation populaire* » de janvier 2005, qui aurait « *rendu le pouvoir à 80 % de la population irakienne - les Kurdes et les chiites* ». Selon lui, ce serait même le point de départ des événements du Liban, d'Égypte et du Golfe. Et de citer le dirigeant druze Walid Joumblatt, pour qui la « *révolution* » libanaise « *a débuté à la suite de l'invasion américaine de l'Irak* », les élections symbolisant « *le début d'un nouveau monde arabe* ». Ce scrutin, conclut Charles Krauthammer, marque un « *tournant historique* », prouve que « *l'Amérique est vraiment attachée à la démocratie* » et « *justifie* » non seulement l'invasion de l'Irak, mais aussi toute la « *doctrine Bush, synonyme de politique étrangère néoconservatrice* (2) ».

Cet enthousiasme laisse sceptique. Les États-Unis, à l'origine, ne voulaient pas de ces élections, imposées par le grand ayatollah Ali Sistani. Les partis victorieux promettaient tous un retrait américain. L'« *irrésistible participation* » plafonna à 58 % des électeurs inscrits, et à ... 2 % dans les régions sunnites. Et le rédacteur en chef du *Daily Star* de Beyrouth persifle : « *Je n'ai jamais entendu [l'idée selon laquelle les Libanais se seraient inspirés de l'Irak] ailleurs que dans la bouche de Walid Joumblatt.* » La suite des événements a d'ailleurs douché les euphoriques. Comme le dit un haut fonctionnaire américain, « *ce que nous voulions accomplir n'a jamais été réaliste.* (...) *Nous sommes en train de nous débarrasser de ce "non-réalisme" qui l'emportait au début* (3). » La dernière fois que les Américains se dirent « *surpris et touchés* » par « *l'importance de la participation* » à une élection « *malgré une campagne terroriste de déstabilisation* (4) », le taux de participation avait atteint 83% : cela se passait au Vietnam, en 1967 ...

La montée en puissance des partis chiites confirme le caractère faustien du pacte que les États-Unis ont conclu avec le clergé chiite conservateur : les liens de ce dernier avec l'Iran s'opposent évidemment aux prétentions démocratiques du projet américain. Dans la laborieuse élaboration de la Constitution, Washington a fait pression pour éviter toute rupture des négociations, mais aussi toute solution embarrassante sur les questions controversées du fédéralisme et du rôle de l'islam. Les deux points se tiennent : le fondamentalisme d'inspiration iranienne a pris si fortement racine localement - comme à Bassora, où les Britanniques ont acheté un calme relatif en laissant se construire un régime social strictement fondamentaliste - que certains chiites proposent l'établissement d'une région autonome gouvernée par leur interprétation de la charia, ce que les Américains auront bien du mal à empêcher. Quel paradoxe ! « *Nous planifions l'établissement d'une démocratie, commente un responsable américain, mais nous réalisons progressivement que nous aboutirons à une forme de république islamique* (5). »

L'histoire du Proche-Orient a été marquée, de longue date, par la tension entre domination occidentale et exigence arabe d'indépendance, focalisée sur le pétrole, la guerre froide, la création d'Israël. Dans la dernière période, l'islamisme a succédé au nationalisme et au socialisme arabes à la tête de la résistance aux pressions de l'Occident. Et pourtant, malgré les antagonismes apparents, Washington et ses alliés européens ont toujours cohabité, d'une manière ou d'une autre, avec les mouvements islamistes.

Pays musulman le plus conservateur du monde arabe,

l'Arabie saoudite fut aussi longtemps le plus proche des États-Unis. Le soutien de ces derniers au chah (du point de vue de Téhéran) puis la crise des otages en 1979-1980 (du point de vue de Washington) ont rendu les rapports irano-américains plus conflictuels. En Algérie, l'Occident a accepté l'annulation d'élections démocratiques afin d'empêcher l'arrivée au pouvoir des fondamentalistes. En Turquie, il a au contraire toléré l'accession au pouvoir d'un parti de tradition islamiste, certes plus modéré, qui n'a pas participé à l'invasion de l'Irak - il est vrai que la perspective de l'adhésion à l'Union européenne pèse fortement sur la posture de tous les acteurs de la vie institutionnelle à Ankara. Comme le chercheur Mahmood Mamdani le souligne (6), ce qui guide la politique des États-Unis, c'est moins le refus de principe du fondamentalisme, ou le soutien permanent à la démocratie, que la recherche du meilleur moyen d'assurer sa domination.

L'actuelle administration joue, depuis peu, une nouvelle carte : elle se déclare prête à bousculer le statu quo au nom de la démocratie. Ainsi la secrétaire d'État Condoleezza Rice a-t-elle récemment annoncé la remise en cause radicale de soixante ans d'une diplomatie qui « *tendait à la stabilité aux dépens de la démocratie* (...) *sans atteindre aucun des deux* (7) ». Que vaut cet engagement envers l'idéal « *universel* » de la « *démocratie en-soi et pour-soi* (8) » ? Washington avalisera-t-il une victoire démocratique des Frères musulmans en Égypte, des partisans de M. Oussama Ben Laden en Arabie saoudite, du Hezbollah au Liban, du Hamas en Palestine ou encore du fondamentalisme chiite en Irak ?

La difficulté est si manifeste que même certains défenseurs du président Bush « *désespèrent* » de la « *déviante démocratie* » de la « *guerre contre l'islam militant* (9).

(1) Du nom du président Thomas Woodrow Wilson, qui, au lendemain de la première guerre mondiale, avec ses « quatorze points », plaida vigoureusement pour le droit à l'autodétermination des peuples ... et la relève de la Grande-Bretagne par les États-Unis au Proche-Orient.

(2) Charles Krauthammer, « *The neoconservative convergence* », *Commentary*, New York, juillet-août 2005.

(3) Robin Wright, Ellen Knickmeyer, « *US lowers sights on what can be achieved in Iraq* », *Washington Post*, 14 août 2005.

(4) « *US encouraged by Vietnam vote* », *New York Times*, 4 septembre 1967.

(5) Robin Wright, Ellen Knickmeyer, art. cité.

(6) *Good Muslim, Bad Muslim. America, the Cold War and the Roots of Terror*, Three Leaves Publishing, New York, 2005.

(7) « *Secretary Rice urges democratic change in the Middle East* », 20 juin 2005, <http://usinfo.state.gov/mena/Archive/2005/Jun/20-589679.html>

(8) Charles Krauthammer, art. cité.

(9) Andrew C. McCarthy, cité dans Justin Raimondo, « *Recanting the war : the neocons can't keep their troops in line* », 24 août 2005, www.anti-war.com/justin

De fait, compte tenu des contradictions engendrées par leur action, des heurts entre leurs intérêts bien compris et les faits, comment expliquer que des officiels américains s'enferment dans cette stratégie contreproductive de «*démocratie pour-soi*» ? Croient-ils pouvoir défaire plus aisément les islamistes radicaux une fois ceux-ci au pouvoir ? S'agit-il de l'exposé rationnel d'une politique aux objectifs invouvables - ou qu'ils ignorent ? Conscients de l'influence du Likoud sur les néoconservateurs, certains observateurs suggèrent que ces derniers entendent en fait déstabiliser et affaiblir les Etats arabes, fût-ce au prix du fondamentalisme.

L'administration Bush constitue presque une énigme, tant les intentions affichées sont incompatibles avec les intérêts américains. Lorsque des chefs religieux fondamentalistes chiites prirent le pouvoir en Iran, les Etats-Unis firent marche arrière sur leur rhétorique des «*droits de l'homme*». Ayant eux mêmes conduit des dirigeants fondamentalistes chiites au pouvoir en Irak, vont-ils adoucir leur posture «*anti-islamiste*» ? Et si, demain, des mouvements comme le Hamas accédaient au pouvoir dans d'autres pays, en reviendraient-ils à des pactes de stabilité «*antifondamentalistes*» avec des élites autoritaires, comme avant le 11-Septembre ?

Religion, culture et question de classe

La confusion des positions occidentales sur l'islamisme et la démocratie ne nous dispense pas, nous les Arabes et les musulmans, de clarifier notre propre position. Il existe, chez nous, de nombreuses formes de «*fondamentalisme*», mais la relation simple et pure que chacune revendique avec la religion musulmane est en réalité complexe. La plupart héritent d'une histoire de «*quiétisme*» politique, favorable à la réforme au nom de principes islamiques. Certains militent politiquement : ils assimilent la corruption comme l'autocratie des Etats arabes à des formes de laïcité et d'apostasie, et prônent la réforme par la réislamisation de l'Etat - soit en prenant le contrôle, soit en provoquant une lame de fond dans ce sens. Les plus mécontents ont donné naissance à un nouveau type d'islamisme : ces djihadistes considèrent les sociétés arabes modernes comme corrompues par leur assimilation des valeurs occidentales hérétiques, et prétendent donc leur faire la guerre pour reconstruire et purifier l'oumma. Ils exploitent avec finesse les tensions existant parmi les populations musulmanes d'Europe, devenues le vecteur premier de la diffusion de cette idéologie.

On ne saurait comprendre le succès des fondamentalistes sans mesurer combien religion, questions de classe, problèmes de culture et politique s'entremêlent. Dans bien des pays musulmans, les masses populaires sont piégées par la pauvreté, perturbées par l'ébranlement des mœurs traditionnelles, enragées par les promesses non tenues de la mondialisation, souvent désespérées mais incapables de quitter leur pays alors que les élites occidentalisées, elles, parcourent le monde. Voilà qui, en l'absence d'une alternative séculière et populaire, offre un terrain sensible aux sirènes du fondamentalisme. Du coup, toute possibilité réelle de démocratisation sera souvent synonyme d'islamisation.

Peut-être avons-nous préjugé de nos forces face à l'essor de ces idéologies drapées dans le Coran. Nous avons cependant les moyens de faire face efficacement, dans le respect de nos traditions et de notre culture. Dans mon pays, le roi Mohammed VI a courageusement mis en œuvre la modernisation du code de la famille, malgré la forte opposition des groupes islamistes, qui intimidaient bien des partis laïques. Bref, nous pouvons relever, dans nos pays, le défi fondamentaliste.

Que ma position soit claire : je suis favorable à une politique modérée, progressiste et ouverte à tous les citoyens, tolérante à l'égard des diverses visions du rôle de la religion dans la vie politique. Si l'indépendance des sphères politique et religieuse ne constitue pas une garantie contre la corruption ou les politiques réactionnaires, je m'oppose à toute forme de régime théocratique, incompatible avec une saine culture démocratique. Tout en respectant l'islam, l'Etat doit rester indépendant des autorités religieuses, mais aussi éviter de «*punir*» les plus religieux en réduisant leur accès à l'éducation ou à la vie publique.

Ces questions doivent être résolues dans un cadre constitutionnel démocratique accepté par tous les partis. Cela requiert de sérieuses garanties institutionnelles ; mais, dans un contexte de véritable équité politique et de séparation des pouvoirs, les mouvements islamistes peuvent être partie intégrante de la vie politique de leur pays. Il ne suffit pas de craindre l'islamisme comme force potentielle de déstabilisation. Encore faut-il comprendre qu'on peut le transformer en l'intégrant dans la vie démocratique.

Que va faire Washington face à l'Iran ?

DOULOUREUX POUR NOS SOCIÉTÉS, le débat sur l'islamisme et la démocratie devient explosif dès lors que s'y mêle le «*deux poids, deux mesures*» à l'œuvre en Palestine comme en Irak, l'obsédante «*guerre contre le terrorisme*» et les préjugés omniprésents dès qu'il est question de l'islam. Parmi les facteurs qui ont radicalisé les fondamentalistes figurent la suffisance des Arabes, mais aussi l'arrogance de l'Occident.

Le monde arabe a donc bien besoin de débattre du chemin qu'il lui faut emprunter vers la réforme et la démocratisation, et aussi vers une reconfiguration progressive de la foi et du politique. Nous comprenons l'intérêt que nos amis de par le monde portent à ces débats, comme leur désir d'encourager les alternatives les plus pacifiques et les plus démocratiques. Mais nous ne pouvons accepter qu'une nation, quelle qu'elle soit,

s'arroge le droit de résoudre nos problèmes par le recours à la force militaire. La démocratie ne s'implantera dans nos sociétés qu'en y prenant racine et en y grandissant de l'intérieur.

En Iran, la menace américaine a contribué à la victoire, surprenante mais démocratique, d'un candidat conservateur. Ailleurs, des partis comme le Hamas et le Hezbollah ont réussi à placer l'islam aux avant-postes de luttes nationales, et remportent également des élections démocratiques. L'Irak est devenu un terreau fertile pour tous les extrémismes. Bref, si le fondamentalisme n'ouvre pas, par lui-même ou en combinaison avec la démocratie ou le nationalisme, une voie souhaitable vers la réforme, il devient, dès lors qu'il est perçu comme l'unique partenaire de la démocratie ou du nationalisme, un détour inévitable sur la très longue route vers une société progressiste.

Le dialogue, en outre, doit être à double sens. Nous avons aussi un droit de regard sur certains débats majeurs chez nos amis, afin d'encourager les options qui nous paraissent les plus fructueuses. Après tout, nous sommes également intéressés par les solutions retenues. Et si les critiques américains du monde arabe, même néoconservateurs, ont indéniablement identifié des tendances dangereuses dans nos sociétés, nous pouvons leur renvoyer la critique.

Ce qui émerge sous nos yeux, c'est une nouvelle et puissante configuration politique, mêlant le fondamentalisme chrétien de droite, le sionisme américain militant et un militarisme sans limite. Enroulée dans le mythe du drapeau, de la famille et de l'Eglise, la politique intérieure américaine se projette au-delà sous la forme d'une politique extérieure agressive, unilatérale et arrogante. Ce « bloc » conduit l'intervention en Irak et au-delà, justifiant ainsi la violence et démentant ses propres discours altruistes. D'où la difficulté à modifier cette politique indissociablement nationale et étrangère.

Cette dernière s'explique aussi par la désécularisation croissante du politique et de l'Etat en Amérique. A preuve, les conflits féroces sur le sort de Terry Schiavo, à propos de l'invocation des dix commandements dans les tribunaux ou encore pour savoir jusqu'à quel point le gouvernement doit être - dit un magistrat de la Cour suprême - le « *ministère de Dieu* (10) ». Le président lui-même a cru bon d'intervenir dans un débat sur la théorie de l'évolution, et contre les principes de base de la science. « *Le parti républicain de Lincoln est devenu un parti théocratique* (11) », avoue un membre républicain du Congrès.

Sans doute cette symbiose explique t-elle la facilité avec laquelle on tolère la torture et on investit le principal dirigeant de pouvoirs illimités, lui permettant d'emprisonner indéfiniment des personnes qui ne sont ni jugées ni même inculpées. Mais aussi l'incapacité d'une nation si puissante à relativiser sa propre place dans le monde, à reconnaître ses échecs et ses fautes; à comprendre que tous les pays du monde ne l'imitent pas. Et sa propension à prendre l'ignorance pour de l'innocence, l'arrogance pour de la superpuissance, et le mélange des deux pour de la naïveté.

Il est temps que ces questions fassent l'objet, aux Etats-Unis, d'un débat national. Amis respectueux, nous y encouragerons les résolutions compatibles, à nos yeux, avec les traditions démocratiques qui fondent depuis toujours notre admiration pour ce pays. Voilà pourquoi, en matière de réforme, nous ne voulons ni du chemin néoconservateur ni de celui des fondamentalistes. S'en ouvrira-t-il un autre dans un futur proche? Le concevoir est en tout cas difficile, vu les répercussions aussi profondes qu'imprévisibles de la guerre d'Irak.

Que va faire l'Amérique face à l'Iran?

Pour les observateurs raisonnables, le bourbier irakien rend inconcevable l'hypothèse d'une nouvelle action militaire, d'autant que le leadership chiite irakien rejette toute velléité d'agression. Et les excuses présentées à Téhéran par les nouveaux dirigeants de Bagdad pour la guerre Iran-Irak (1980-1988) posent les fondations d'une nouvelle alliance militaire : n'ont-ils pas juré qu'ils ne permettraient jamais une attaque contre leur voisin depuis leur territoire ?

Ces considérations n'ont pourtant pas fait taire la rhétorique agressive contre Téhéran, sous couvert, cette fois encore, d'armes de destruction massive. Le vice-président Richard Cheney menace même d'attaquer l'Iran avec des armes nucléaires dans l'éventualité d'un nouvel attentat terroriste aux Etats-Unis - même si Téhéran n'avait rien à y voir. Pour les néoconservateurs, si le Hamas ou le Hezbollah peuvent attendre, l'Iran, en revanche, est un Etat puissant, que la destruction de ses principaux ennemis (les talibans, le régime irakien) a encore renforcé. Il exerce désormais une influence majeure sur l'Irak, et inspire une sphère régionale d'influence chiite transnationale. C'est, de surcroît, une

puissance militaire redoutable, en mesure de produire des armes nucléaires - même si rien n'atteste un tel dessein.

Voilà qui pourrait amener Washington à considérer la destruction de l'Iran comme la seule manière d'empêcher ce pays de devenir un obstacle irréversible à la domination américano-israélienne sur la région. Il s'agirait en outre, pour le néoconservatisme au pouvoir, d'une extension logique de sa stratégie de « *destruction créatrice* (12) ». Une telle attaque, même menée par des forces israéliennes avec l'accord des Etats-Unis, plongerait toutefois le Proche-Orient dans un engrenage désastreux de violence et d'instabilité.

Le Proche-Orient continue par ailleurs à évoluer. Signe de faiblesse de la Syrie, son retrait du Liban peut aussi lui permettre de rassembler ses forces, sans savoir si cela conduira à une réforme démocratique, à la répression d'une possible rébellion (sunnite ou kurde), ou à une résistance contre les menaces américaines. Libéré de l'occupation syrienne, le Liban replongera-t-il dans la guerre civile ou réconciliera-t-il démocratiquement, sans ingérence étrangère, ses dix-sept confessions, des maronites aux chiites? En Egypte, venons-nous d'assister au début ou à la fin de l'ouverture démocratique ? En Arabie saoudite, des élections municipales très contrôlées ont profité à des wahhabites rigoristes. Ailleurs, il sera difficile d'apprivoiser des sociétés civiles arabes enhardies. Dans ce contexte incertain, des pays modérés comme le Maroc, Bahreïn et la Jordanie ont fait des pas hésitants vers la réforme.

Mais une véritable réforme - autochtone, progressiste et apte à satisfaire les besoins et aspirations de nos peuples - doit aller au-delà de cette timide démocratisation, faite d'élections restreintes et de constitutionnalisme limité. Elle exige qu'on en finisse avec ce que le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) qualifie, dans son *Rapport sur le développement humain arabe* (2004), de « *trou noir de l'Etat arabe* (13) ». Selon ce document, la concentration du pouvoir entre les mains du pouvoir exécutif - qu'il soit monarchique, militaire, dictatorial ou issu d'élections présidentielles dans lesquelles se présente un candidat unique - a créé « *une sorte de "trou noir" au cœur de la vie politique* » et « *réduit son environnement social à un ensemble statique où rien ne bouge* ». Pour en sortir, il faut des réformes politiques et juridiques fortes et immédiates respectant les libertés fondamentales d'opinion, d'expression et d'association, garantissant l'indépendance de la justice et abolissant cet « *état d'urgence (...) devenu permanent même en l'absence de dangers qui le justifient* ».

(10) Antonin Scalia, « God's justice and ours », *First Things*, n° 123, New York, mai 2002, <http://www.firstthings.com/ftissues/ft0205/articles/scalia.html>

(11) Christopher Shays, représentant républicain au Congrès, *New York Times*, 23 mars 2005.

(12) Michael Ledeen, « Creative destruction: how to wage a revolutionary war », *National Review Online* (<http://www.nationalreview.com/contributors/ledeen092001.shtml>), 20 septembre 2001. Lire Walid Charara, « *Instabilité constructive* », *Le Monde diplomatique*, juillet 2005.

(13) PNUD, *Rapport sur le développement humain arabe* (2004), 2005. Les citations qui suivent en sont aussi tirées.

Document remarquable, le rapport du PNUD passe des analyses historiques et théoriques sur le concept de liberté dans le monde arabe et islamique à la critique de « toute forme d'atteinte à la dignité humaine, comme la faim, la maladie, l'ignorance, la pauvreté et la peur ». Respectueux des cultures locales, il dénonce l'«environnement de répression qui prévaut» et plaide en faveur d'une reconfiguration des «structures économique, politique et sociale» permettant aux acteurs sociaux et politiques progressistes d'utiliser « la crise des régimes autoritaires et totalitaires à leur avantage».

Il attribue une responsabilité particulière à « l'avant-garde intellectuelle et politique de la région », qui, jusqu'à présent, a « omis de jouer son rôle social en tant que conscience et leader de la nation ». Certains estimeront sévère ce jugement qui néglige le courage des journalistes et des dissidents résistant à une impitoyable répression. Les représentants de la société civile doivent néanmoins « trouver un juste milieu pour eux et pour le monde arabe, sans céder à l'influence des grandes puissances ni pour autant se laisser aller au désespoir et à la violence, vers lesquels pourraient se laisser entraîner de nombreux jeunes en colère privés de toutes formes de marges de manœuvre pacifiques et efficaces ».

L'ampleur de la tâche nous accable. Il peut même sembler impossible, voire futile, de chercher une issue à l'apocalypse préparée par les deux adversaires-complices de la « destruction créatrice» - qui voient chacun dans l'autre l'incarnation du « mal» à anéantir par une guerre totale. Telle est pourtant notre mission. Parfois, dans une situation marquée par tant de facteurs négatifs, le devoir des progressistes consiste simplement à maintenir en vie la possibilité du positif. Le politique reviendra. Ville après ville, pays après pays, région après région, nous devons multiplier le nombre des acteurs qui refusent l'apocalypse et préfèrent jouer le rôle de bâtisseurs d'une existence libre et meilleure.

HICHAM BEN ABDALLAH EL ALAOUI

(Cet article est inspiré d'une conférence donnée le 28 septembre 2005 à l'Institut d'études internationales de Montréal.)